



AMBASSADE DE SUISSE  
MONTEVIDEO

Montevideo, le 17 avril 1967.

382.1 - A

Lettre politique No 4

Réunion des Chefs d'Etat Américains

cn									
Date									25.4
Von									4/16
EPD	25. April 1967								
Ref.	p.A. 21.31. Montevideo								

o. B. 75.45.

Monsieur l'Ambassadeur,

Dans ma lettre politique No 3 du 3 avril je vous signalais qu'il paraissait improbable que les Présidents puissent examiner en trois jours chaque point du texte qui avait été préparé par une Commission Spéciale et revu ensuite par les ministres des affaires étrangères. En effet ce texte, que je ferai parvenir au Département dès qu'il sera distribué, a été signé le 14 avril 1967 par tous les Présidents à l'exception de celui de l'Equateur, sans que des changements importants soient intervenus.

L'attitude de ce Président a été peut-être la seule surprise de la Conférence. Dans son discours il attaqua ouvertement les Etats-Unis et leur reprocha de s'intéresser davantage au Vietnam qu'à leurs voisins latinoaméricains. Il paraît que ce Chef d'Etat est venu à la Conférence avec l'idée préconçue de ne pas signer la Déclaration des Présidents. Il voulait évidemment donner un petit show et se mettre en vedette

Monsieur l'Ambassadeur Pierre M i c h e l i  
Secrétaire Général du Département Politique Fédéral

B e r n e

/.

50.

de la réunion. Quelques observateurs sont de l'avis que Otto Arosemena Gómez voulait par son attitude renforcer son prestige personnel dans son pays.

Un autre Président, celui du Pérou, a aussi lancé une attaque voilée contre les Etats-Unis. Il déclara dans son discours que l'idée de ce que les Etats-Unis sont en train de faire des sacrifices et des dons pour l'Amérique Latine est fausse puisqu'il s'agit en réalité d'investissements pour leur propre défense; qu'il faut corriger l'erreur de ceux qui pensent que les Etats-Unis font d'énormes sacrifices en bénéfice de quelques peuples qui ont les bras croisés; que les dépenses en Amérique Latine sont des dépenses pour la liberté et la défense de la sécurité des Etats-Unis; que les peuples de l'Amérique Latine réclament l'action en un moment où les Etats-Unis sacrifient une partie de leur jeunesse pour la liberté et la démocratie. Le Président Belaúnde aimerait convaincre le peuple des Etats-Unis de ce que leur aide pour l'Amérique Latine n'est pas un cadeau mais une police d'assurance qui paye.

Les autres Chefs d'Etat latinoaméricains se contentèrent en général d'exhorter les mesures tendant à l'amélioration des conditions de vie et du commerce international en Amérique Latine et de réclamer aux Etats-Unis de payer des prix justes pour ses produits.

L'allocution la plus attendue était naturellement celle du Président Johnson. Il déclara que dans l'union et seulement dans l'union repose la force de l'Amérique entière. Il affirma aussi que l'aide de son pays sera utile en Amérique Latine seulement dans la mesure où elle fortifiera la détermination de ces pays et s'ajoutera à leurs propres conquêtes et pour autant qu'elle sera liée à l'unité croissante de l'hémisphère. Le Président Johnson a décrit les tâches qui attendent l'Amé-

rique toute entière et a promis à l'Amérique Latine l'aide économique et financière de son pays pour les projets suivants: création d'un Marché Commun Latino-américain, projets multinationaux d'infrastructure, exportation de l'Amérique Latine, modernisation de l'agriculture et de la production, création d'un centre interaméricain d'instruction pour la radiodiffusion éducative et création d'un projet pilote de démonstration pour l'éducation par télévision dans un pays de l'Amérique Centrale, établissement d'une Fondation Interaméricaine de Science et Technologie, développement d'un programme régional de science et technologie marines, étude d'un programme régional latinoaméricain pour les emplois pacifiques de l'énergie atomique, augmentation du programme d'alimentation pour les enfants en âge pré-scolaire.

Les latinoaméricains furent évidemment déçus car ils attendaient une aide plus substantielle de la part des Etats-Unis. Ils ont cependant compris que le Président Johnson ne pouvait pas promettre davantage pour avoir les mains liées car le Comité du Sénat américain lui avait refusé le chèque en blanc qu'il voulait emmener avec lui à Punta del Este. D'autre part il paraît que les Chefs d'Etat latinoaméricains ont aussi compris qu'ils doivent faire de sérieux efforts dans leurs propres pays avant de pouvoir compter sur une aide financière des Etats-Unis, aide qui leur paraissait jusqu'à présent tout à fait naturelle.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse:

